

Ciudad Juarez, otage des pressions de Donald Trump

La ville frontalière vit au rythme des tensions entre le Mexique et les Etats-Unis

REPORTAGE

CIUDAD JUAREZ (MEXIQUE) -
envoyé spécial

Un fort vent d'incertitude souffle sur Ciudad Juarez (Etat de Chihuahua). La ville frontalière mexicaine, aussi exotique qu'un parking d'autoroute, est séparée de sa flamboyante jumelle américaine, El Paso (Texas), par un canal asséché. Au milieu, une barrière métallique rouillée bloque le passage des clandestins qui rêvent d'une vie meilleure. Et chaque matin, les salariés de Ciudad Juarez découvrent avec angoisse les nouveaux Tweets de Donald Trump. Le locataire de la Maison Blanche a fait de cette agglomération industrielle de 1,3 million d'habitants une des principales cibles de ses pressions douanières et migratoires sur son homologue, Andres Manuel Lopez Obrador («AMLO»). Au point de contraindre le président mexicain de gauche à renoncer à sa politique humaniste.

Chaque jour, vers 15 heures, une étrange valse d'anciens bus scolaires débute aux abords des parcs industriels de Ciudad Juarez. Pas d'élèves à l'intérieur, mais des ouvriers des *maquiladoras*, ces usines tournevis qui alimentent à bas coût le marché américain. C'est la relève devant le gigantesque hangar de Ledvance, leader asiatique de l'éclairage qui produit ici plus de six millions d'ampoules par an. Le va-et-vient des entrées et des sorties donne le tournis. Certains ouvriers discutent autour des deux glacières d'une vendeuse de sandwiches et de boissons fraîches.

«On l'a échappé belle», lâche Filipino Garcia, opérateur de 45 ans, en référence à l'accord arraché, vendredi 7 juin, entre Washington et Mexico. Il a levé la menace d'un droit de douane de 5 % que M. Trump faisait peser, depuis huit jours, sur tous les produits en provenance du Mexique. Cette taxe devait progresser chaque mois, jusqu'à atteindre 25 % en octobre, si le gouvernement mexicain ne stoppait pas l'immigration clandestine.

«On aurait perdu notre boulot», renchérit Jésus Regalado, technicien de 31 ans. Ces taxes auraient immédiatement fait perdre au Mexique sa compétitivité, faisant fondre les carnets de commandes au bénéfice notamment de l'Inde. Selon le gouvernement, 1,2 million d'emplois ont ainsi été sauvés dans un pays où 80 % des exportations sont destinées aux Etats-Unis (près du tiers du produit intérieur brut, PIB).

«C'est juste un répit»

Mais dans les bureaux de Ledvance, Velia Lopez, responsable des ressources humaines, ne partage pas le soulagement de ses salariés: «C'est juste un répit. Trump reste imprévisible. A quand sa prochaine attaque contre nous?» La question hante aussi Pedro Chavira, président de l'Association locale des *maquiladoras*: «Trump a compris l'intérêt d'associer l'immigration à l'économie. On est pris en otage par ce levier politique qui mobilise ses électeurs avant le scrutin américain de 2020.»

Tout a commencé le 29 mai, entre Ciudad Juarez et El Paso. Ce jour-là, vers 4 heures du matin, des agents américains arrêtent un groupe record de 1 036 Centraméricains qui traversent illégalement la frontière. Le lendemain, Donald Trump diffuse la vidéo sur Twitter, dénonçant le laxisme des élus démocrates américains et de Mexico dans la lutte contre les clandestins. La crise est réelle: le Bureau américain des douanes et de la protection des frontières a arrêté, en mai, 144 200 clandestins. Une hausse de 32 % par rapport à avril, et + 178 % en comparaison avec mai 2018. Du jamais vu depuis treize ans! Pour

« Trump a compris l'intérêt d'associer l'immigration à l'économie »

PEDRO CHAVIRA
président de l'Association locale des «maquiladoras»

Des migrants traversent le rio Grande, à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, à Ciudad Juarez, le 20 mai.

MARIO TAMA/AFP



Rodolfo Rubio, spécialiste des migrations à l'université El Colegio de Chihuahua, «AMLO est en partie responsable. Sa politique, fondée sur le respect des droits de l'homme et la libre circulation des personnes, a provoqué un appel d'air migratoire. Face à l'ultimatum douanier lancé, fin mai, par M. Trump, [il] n'a pas eu d'autre choix que de céder au profit d'une politique plus répressive.»

Mexico s'est donc engagé à renforcer les contrôles migratoires à sa frontière sud, avec le Guatemala, alors que les arrestations de sans-papiers ont déjà décollé, passant de 8 248 en janvier à 23 679 en mai. L'accord signé vendredi renforce aussi un programme controversé, obligeant, depuis décembre 2018, les demandeurs d'asile aux Etats-Unis à attendre au Mexique le traitement de leurs dossiers par la justice américaine. C'est à quelques mètres de la frontière américaine qu'ils enregistrent d'abord leur demande dans le Centre mexicain d'attention global aux migrants (CAIM). «Leur profil a changé», constate Enrique Valenzuela, coordinateur local du CAIM. «On a vu exploser le nombre de femmes et d'enfants non accompagnés venant d'Amérique centrale.» Selon le gouvernement, 521 000 migrants sont ainsi entrés au Mexique en 2019, dont 159 395 mineurs, plus du tiers voyageant seuls.

En larmes, Francisca Saciona, Guatémaltèque de 32 ans, pénètre dans le grand hall du CAIM, avec un groupe d'autres Centraméricaines expulsées par les autorités américaines. «Nous avons passé trois jours horribles dans un centre de rétention surpeuplé à El Paso.»

Et M. Valenzuela de déplorer: «Comme elle, beaucoup s'impatientent et bravent l'interdiction de traverser la frontière pour se livrer aux patrouilles frontalières américaines au lieu de s'enregistrer préalablement ici, comme demandeur d'asile, avant de se rendre à une convocation aux Etats-Unis.»

AMLO joue gros

Direction la Casa del migrante, à l'ouest de la ville. Le père Javier Calvillo qui gère l'établissement accueillait 10 000 migrants en 2017. Leur nombre a triplé l'an passé. «Aujourd'hui, on en reçoit environ 300 par jour», s'alarme le religieux. Des dizaines d'enfants

jouent dans la cour, où trône un autel dédié à la Guadalupe, la vierge métisse des Mexicains. Les adultes s'entassent sur les côtés. D'autres tentent de dormir sur des matelas en mousse dans les bâtiments, où hommes et femmes sont séparés. «C'est un goulot d'étranglement, soupire le père Calvillo. La plupart n'auront pas d'autres choix que de rentrer chez eux ou de rester au Mexique.»

Samedi 8 juin, AMLO s'est félicité que son homologue américain ait accepté son «plan intégral de développement» du sud du Mexique et de l'Amérique centrale. Mais les concessions qu'il vient de lui accorder laissent présager des

écueils: «S'attaquer aux causes des migrations, dont la misère, est judicieux», explique Luis Enrique Gutierrez, économiste à l'université autonome de Ciudad Juarez. Mais cela prendra des décennies alors que Trump exige une baisse drastique de l'afflux migratoire.»

AMLO joue gros. Il a accepté de réviser, d'ici quarante-cinq jours, l'accord avec Washington. Si le flux migratoire ne diminue pas, son gouvernement, qui a toujours refusé que les demandes d'asile aux Etats-Unis soient réalisées sur le territoire mexicain, serait prêt à accepter ce statut de «pays tiers sûr». ■

FRÉDÉRIC SALIBA

Le Vatican contre «l'idéologie du genre»

Les notions «transgenre» et «queer» seraient des atteintes «à la foi»

En pleine tempête déclenchée par les violences sexuelles au sein de l'Eglise catholique mais aussi par la mise en lumière de la prégnance de l'homosexualité dans le clergé par le livre de Frédéric Martel, *Sodoma* (éditions Robert Laffont, 638 pages, 23 euros), c'est un texte qui ne passe pas inaperçu. Le Vatican a publié, lundi 10 juin, un document à l'intention des communautés éducatives des écoles catholiques consacré à ce que le Saint-Siège appelle «l'idéologie du genre», qu'il combat.

«Transgenre», «queer», «intersexualité», «polyamour»: le texte de la Congrégation pour l'éducation catholique, intitulé «Il les créa homme et femme. Pour un chemin de dialogue sur la question du genre dans l'éducation», est une attaque contre ces notions considérées comme des atteintes «à la foi et à la juste raison».

Ce document systématise, d'un point de vue théologique et philosophique, l'opposition de l'Eglise à l'évolution du regard que la société pose sur les questions de sexualité et de genre. Il cite des textes des deux précédents papes, Jean Paul II et Benoît XVI, qui leur ont attaché une grande importance, mais aussi de François, qui s'est inscrit à cet égard dans leur exact sillage.

Appel à la résistance

Le pontife argentin dénonce ainsi très souvent «les colonisations idéologiques». Cette expression recouvre les pressions que, selon le Vatican, les gouvernements occidentaux exerceraient, à travers leur action ou leurs aides internationales, pour «imposer» à d'autres pays leurs normes sociales, familiales et sexuelles.

La Congrégation pour l'éducation catholique inscrit la position

de l'Eglise catholique dans son refus de l'une des caractéristiques de la postmodernité, à savoir «l'individu radicalement autonome». «On voudrait que chaque individu puisse choisir sa propre condition et que la société se limite à garantir ce droit», écrit-elle.

Résolument hostile à ce point de vue, la Congrégation pour l'éducation catholique appelle les pédagogues à la résistance. Elle leur demande de défendre le lien, à ses yeux intrinsèque, entre différence sexuelle, famille, procréation et union à Dieu. «L'homme et la femme sont contestés dans leur exigence qui provient de la création, étant des formes complémentaires de la personne humaine», rappelle le texte en citant Benoît XVI. Il insiste également sur le «droit» de l'enfant «à grandir dans une famille avec un père et une mère». ■

CÉCILE CHAMBRAUD

MUST BE MOËT & CHANDON*

*MOËT IMPÉRIAL, À L'ÉVIDENCE MOËT & CHANDON



FONDÉ EN 1743
MOËT & CHANDON
CHAMPAGNE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.